

---

## Soviet Veterans of the Second World WarMark EDELE

, Oxford : Oxford University Press, 2008, 336 p.

Nathalie Moine

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9769>

DOI : 10.4000/monderusse.9769

ISSN : 1777-5388

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2009

ISBN : 978-2-7132-2260-3

ISSN : 1252-6576

### Référence électronique

Nathalie Moine, « Soviet Veterans of the Second World WarMark EDELE », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 50/2-3 | 2009, mis en ligne le 14 janvier 2013, Consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9769> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.9769>

---

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

2011

---

# Soviet Veterans of the Second World WarMark EDELE

, Oxford : Oxford University Press, 2008, 336 p.

Nathalie Moine

---

**Mark EDELE, Soviet Veterans of the Second World War, A Popular Movement in an Authoritarian Society, 1941-1991, Oxford : Oxford University Press, 2008, 336 p.**

- 1 L'ambitieux ouvrage de Mark Edele retrace l'histoire des vétérans de la Grande Guerre patriotique, de la guerre jusqu'à la fin du régime communiste. L'objectif est en effet de montrer la constitution d'un groupe social au cours de cinq décennies en dépit des fortes réticences du pouvoir soviétique. Cette réussite est tardive et ne va pas de soi, contrairement aux idées reçues sur le poids des vétérans dans la société soviétique.
- 2 Les premiers chapitres sont consacrés à l'histoire du retour des vétérans : le retour chaotique, en train, de millions de combattants, les vagues de démobilisation s'étalant sur deux ans et demi, en fonction de la classe d'âge. Pour ceux passés par l'Allemagne ou l'Autriche, soit 10 % environ des forces armées, l'accès aux biens trophées constitue une « carotte », les autorités fermant les yeux sur leur appropriation... La propagande insiste sur le fait que la patrie soviétique se soucie de ses soldats et de leurs familles plus que tout autre pays. Les attentes des démobilisés, en reconnaissance de leurs souffrances au combat, sont donc élevées. Cependant, le retour à la vie civile est des plus rudes dans une Union soviétique manquant de l'essentiel. L'aide matérielle promise se révèle dérisoire et bien souvent inexistante. Les lettres de plaintes, les longues queues sont le pain quotidien de ceux qui se battent pour obtenir ce qui a été promis et ce qui est indispensable : un logement en bon état, des chaussures, des vêtements. Bien que la loi autorise les démobilisés à récupérer leur logement au détriment de ceux qui s'y étaient installés durant la guerre, il leur faut, dans de nombreux cas, multiplier les démarches pour faire valoir ce droit. De fait, la réinsertion dans le civil nécessite de ne pas s'adresser uniquement à l'aide publique mais aussi de

faire appel aux relations. La famille, les amis, les connaissances sont mobilisés. Beaucoup se retrouvent impliqués dans des petits trafics mettant à profit les zones grises et noires des marchés soviétiques. C'est le cas notamment des invalides de guerre qui ont du mal à retrouver un emploi légal.

- 3 D'autres milieux constituent une voie vers la réintégration sociale, notamment les Églises dans un contexte d'assouplissement des relations de l'État soviétique avec le religieux.
- 4 Pourtant, tous ne retournent pas à leur vie d'avant et à leur ancienne famille, préférant s'établir avec une femme rencontrée au front. Les femmes vétérans ont un statut ambigu dans la société soviétique d'après-guerre : elles sont glorifiées par la propagande mais mal vues de beaucoup, la rumeur leur prêtant des mœurs légères au front.
- 5 L'auteur se penche ensuite sur certains sous-groupes : ceux des invalides et des anciens prisonniers de guerre. Alors que 10 à 19 % des soldats survivants sont officiellement reconnus comme « invalides de guerre », seuls 2 % de ces derniers appartiennent à la catégorie I qui désigne ceux que les autorités considèrent comme inaptes au travail, 31 % à la catégorie II s'appliquant à ceux qui peuvent travailler dans des conditions spéciales. La grande majorité des invalides étaient ainsi jugés capables de travailler normalement. L'appartenance à telle ou telle catégorie était régulièrement remise en cause par des contrôles récurrents d'une commission technique. Leur maigre pension ne leur permettant pas de vivre décemment, les invalides, dont une part plus importante que les autres démobilisés a gagné la ville, font partie des mendiants et vagabonds touchés par le décret de 1952 visant les « éléments parasites antisociaux », qui lance la campagne contre la mendicité de 1952-1954. Quant aux anciens prisonniers de guerre, ils représentent selon l'auteur 14 % des vétérans et souffrent de discriminations jusque dans les années 1990. Accueillis sur le sol soviétique dans des camps de filtration, ils feront l'objet après leur retour chez eux de mesures répressives à partir de 1947-1948. Le XX<sup>e</sup> Congrès marquera un tournant en dénonçant ce traitement abusif.
- 6 Peut-on au moins parler d'ascension sociale des vétérans ? La littérature a retenu la figure du vétéran poursuivant des études supérieures à l'université. Mais bien que très visibles, ces étudiants restent un phénomène marginal. Pour Mark Edele, on ne peut donc véritablement parler d'ascension sociale, la guerre n'ayant fait qu'interrompre provisoirement des trajectoires amorcées avant-guerre. Pour la plupart, l'installation en ville n'est pas immédiate, les campagnes sont d'abord dominées par des réseaux de vétérans et leurs familles, certains de leur droit à un nouveau statut dans le village de l'après-guerre. Cependant, la misère des campagnes et l'absence de tout espoir de changement, notamment d'abolition des kolkhozes, poussent, à partir de la fin des années 1940, bon nombre d'entre eux à l'exode vers les villes.
- 7 Les vétérans de la guerre constituent ainsi un groupe fractionné, avec ses hiérarchies plaçant au bas de l'échelle les invalides et les prisonniers de guerre. Comment ce groupe hétérogène réussit-il à gagner le statut de groupe structuré et institutionnalisé ? La création du Comité soviétique des vétérans de guerre, à l'automne 1956, marque une première étape, même s'il s'agit d'une organisation de pure façade, appelée, en pleine guerre froide, à exercer une propagande au sein de la Fédération mondiale des anciens combattants à laquelle l'URSS n'adhérera qu'en... 1988. Aucun échelon local ou régional n'est prévu. Cependant, on assiste à un bourgeolement

spontané d'organisations à différents niveaux de la pyramide administrative soviétique. Une révision des statuts a lieu en 1965 puis en 1971, date à laquelle apparaît pour la première fois la notion de représentation des intérêts des vétérans. Sous la perestroïka, une nouvelle organisation est mise en place, l'Organisation de toute l'Union des vétérans de la guerre et du travail (*Vsesojuznaja organizacija veteranov vojny i truda*) qui devient un des piliers du régime, avec 75 députés au Congrès des députés du peuple en 1988, soit 10 % du quota réservé aux organisations sociétales comme les syndicats. Elle constitue une force de lobbying importante.

- 8 Ainsi, les vétérans soviétiques ont-ils réussi à institutionnaliser ce qui était au départ un *entitlement group*, c'est-à-dire un ensemble d'individus partageant, au-delà de leurs différences, la même conviction d'avoir mérité des privilèges en récompense des services rendus à la patrie. Ces avantages furent longs à obtenir, les premières mesures prises lors de la démobilisation ayant été interrompues lors du tournant de 1947-1948. À partir des années 1970, l'octroi de privilèges reprend pour les vétérans, définis de façon de moins en moins restrictive. Mais il y a souvent loin des avantages annoncés au bénéfice véritablement accordé. Pourtant, le nouveau statut des vétérans suscite de l'aigreur dans la population, notamment chez les plus jeunes, qui s'exprime, par exemple, dans les interminables queues dont les vétérans sont dispensés. En ce domaine, 1991 ne constitue pas une réelle rupture, les vétérans conservant un statut légal qui leur donne accès à des privilèges, depuis les transports en commun jusqu'au logement, sans que les bénéfices soient, dans bien des cas, réellement perçus, un vétéran pouvant devoir patienter des années sur une liste d'attente sans que sa situation en matière de logement s'améliore, tandis que la Grande Guerre patriotique continue d'être exaltée par le pouvoir. Les effectifs ont bien évidemment fondu, de plus de 25 millions de soldats en 1945 à 1 million de vétérans en 2004.
- 9 L'ouvrage de Mark Edele apporte une contribution majeure à la fois à l'histoire sociale de l'après-guerre et à la compréhension de la constitution d'un groupe à statut privilégié emblématique du fonctionnement soviétique aussi bien dans sa générosité affichée sur le papier que dans la faiblesse des résultats dans une société de constante pénurie.